

# DÉCLARATION DE L'ENTITÉ LIÉE À L'ENTREPRISE

**IMPORTANT** : Chaque entité ayant un lien d'affaire avec l'entreprise doit remplir son propre formulaire.

## 1. Information sur l'entreprise qui demande ou détient une autorisation

Nom complet de l'entreprise (pour une entreprise individuelle : prénoms et noms de l'individu qui l'exploite)

N° de client à l'AMP (si applicable)

N° d'entreprise du Québec (NEQ, si applicable)

## 2. Information sur l'entité qui fait cette déclaration

Nom(s)

N° d'entreprise du Québec (NEQ, si applicable)

### Adresse

N°

Rue

Bureau

Ville

Province/État

Code postal Pays

Téléphone

Courriel

### Forme juridique

Personne morale (Société par actions - inc.)

Fiducie

Société (ex. : SENC, Société en commandite)

Autre

### 3. Déclaration de l'entité

**Si le seul lien avec l'entreprise inscrite à la section 1 est Prêteur, remplissez les deux champs suivants, puis passez directement à la section 4.**

Montant du prêt :

Nature du prêt :

**Sinon, répondez aux questions qui suivent.** (Si l'entité a obtenu un pardon, répondez quand même Oui).

3.1 Au cours des cinq dernières années, l'entité a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) ?

Oui

Non

3.2 Au cours des cinq dernières années, l'entité a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires ?

Oui

Non

3.3 Au cours des cinq dernières années, l'entité a-t-elle été actionnaire ou associée d'une autre entreprise, ou a-t-elle eu, directement ou indirectement, le contrôle juridique ou *de facto* d'une autre entreprise ?

Oui

Non

└ Si oui, au cours des cinq dernières années, cette autre entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe 1 de la LCOP ?

Oui

Non

└ Si oui, inscrivez le nom de cette autre entreprise :

Nom de la personne-ressource (si connu) :

Téléphone (si connu) :

3.4 Existe-t-il toute autre information que l'AMP devrait connaître afin d'évaluer l'intégrité de l'entité ?

Oui

Non

└ Si oui, veuillez fournir des détails :

#### 4. Collecte et utilisation de renseignements personnels

Les renseignements personnels contenus dans le présent formulaire, ainsi que ceux fournis par l'entreprise, sont recueillis au nom de l'AMP en vertu de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (LCOP) et de ses règlements, et sont confidentiels aux termes de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (chapitre A-2.1).

Les renseignements recueillis sont nécessaires à l'application de la LCOP et de ses règlements. Ils seront utilisés afin que soient effectuées les vérifications prévues au chapitre V.1 de la LCOP avant d'accorder une autorisation de contracter ainsi qu'en tout temps pendant sa durée de validité.

Il est obligatoire de remplir entièrement le formulaire et d'y inscrire les renseignements demandés. S'il est incomplet ou que la personne signataire refuse de fournir les renseignements demandés, l'AMP pourrait rejeter la demande.

Au sein de l'AMP, seules les personnes autorisées peuvent avoir accès aux renseignements personnels dans l'exercice de leurs fonctions. La personne concernée par un renseignement personnel détenu par l'AMP peut y avoir accès et le faire rectifier conformément à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

#### 5. Signature de la personne représentant l'entité

- ▶ Je déclare avoir lu et compris les questions et les énoncés du présent formulaire.
- ▶ Je déclare que tous les renseignements fournis dans le présent formulaire sont véridiques et complets.
- ▶ J'autorise l'AMP à transmettre les renseignements obtenus à ses partenaires afin que ceux-ci effectuent les vérifications nécessaires pour que l'AMP puisse examiner l'intégrité de l'entité visée par le présent formulaire, le tout en application de la LCOP.
- ▶ Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la LCOP.

---

Nom complet de la personne représentant l'entité

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

## 6. Consentement additionnel (entité étrangère)

Si l'entité n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et qu'elle n'a pas son siège social ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités dans cette province, le consentement suivant est demandé :

- ▶ Je consens à ce que l'AMP et ses partenaires communiquent hors du Québec les renseignements fournis ici à tout corps de police local ou source locale d'informations, ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement concernant certaines modalités d'application du chapitre V.1 de la Loi sur les contrats des organismes publics relatif à l'intégrité des entreprises*, et qu'ils reçoivent tout renseignement nécessaire à ces vérifications. La localité de l'entité et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entité exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

Nom complet de la personne représentant l'entité

Signature

Date (aaaa/mm/jj)

**Pour toute question : 1 888 335-5550**